



Prévenir la délinquance En France, tous les 4 jours, 1 femme meurt victime de violences conjugales

Présente dans tous les milieux sociaux, la violence au sein du couple se développe à travers des cycles dont l'intensité et la fréquence augmentent avec le temps. La violence peut être physique, psychologique, sexuelle, économique.

Une collaboration exemplaire à Reims

Il ne s'agit pas d'un dysfonctionnement d'un couple en difficulté, mais d'une infraction tombant sous le coup de la loi. La direction départementale de la sécurité publique et la délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité ont mis en place un dispositif pour accroître la prise en charge des femmes victimes de violences. Les fonctionnaires de police remettent aux femmes victimes de violences une plaquette d'information, qui comporte les coordonnées des structures pouvant apporter une réponse pour rompre le mécanisme de cette violence.

La plaquette est remise, lors de l'intervention de police secours au domicile ou lors de l'accueil dans les bureaux de police de l'agglomération rémoise.

Après accord de la victime, l'association d'aide aux victimes «le Mars» est informée de l'existence de ces violences et intervient pour apporter une réponse adaptée à chaque situation : écoute, information sur les droits, orientation vers un accompagnement psychologique, accompagnement vers d'autres structures et dispositifs (médecins, justice, intervenants sociaux, organismes logeurs...)

Cette action expérimentale a permis en 2 mois d'apporter une première réponse à 61 femmes victimes de violences conjugales sur la communauté d'agglomération rémoise. Elle a vocation à s'étendre aux principales villes du département.



La Brigade de Prévention de la Délinquance Juvenile de la Gendarmerie : une mission au service des jeunes

Opérationnelle depuis 5 ans, la Brigade de prévention de la délinquance juvénile (BPDJ) exerce son activité sur l'ensemble du département de la Marne, et principalement en zone de compétence Gendarmerie. Elle œuvre en partenariat avec tous les acteurs locaux de prévention et participe activement à la lutte contre la délinquance juvénile.

Outre la problématique du mineur délinquant, la BPDJ a en charge le recueil de la parole des enfants signalés victimes. Le profil de ces derniers présente de nombreuses similitudes avec celui du mineur délinquant. Cette notion est désormais bien connue des personnels.

L'expérience acquise a permis de consolider la BPDJ dans son rôle premier de prévention. Par ses contacts réguliers et sereins, elle a permis d'améliorer la perception du rôle de la Gendarmerie à Vitry-le-François. Les actions Ville-Vie-Vacances annuelles, en dehors des périodes scolaires, y ont également contribué. Grâce à ce travail de proximité, pérennisé et entretenu au fil du temps, le personnel est devenu un interlocuteur privilégié de la vie sociale et éducative, sans cesse sollicité.



Pour autant, ses missions ne se conçoivent que dans un cadre partenarial. Son action est fondée sur un dispositif bien défini tant avec les administrations étatiques ou des collectivités territoriales qu'avec d'autres acteurs non institutionnels. L'unité associée aux différents groupes de travail du département assure à la Gendarmerie une participation active et cohérente aux travaux des instances locales.

La BPDJ joue également un rôle primordial de médiation pour des faits commis par des mineurs ne nécessitant pas toujours d'engager une procédure judiciaire. Certaines situations exigent d'être traitées dans un temps très court par des gendarmes spécifiquement formés, non investis d'une fonction répressive, chargés de la prévention et maîtrisant la psychologie du mineur. Dans des cas particulièrement graves, le mineur témoin devrait bénéficier de la même approche.



BULLETIN D'INFORMATION DES SERVICES DE L'ETAT

NUMERO 3 - JANVIER 2006

Lettre de l'État Éditorial dans la Marne

La cohésion sociale, la lutte contre la délinquance, la réforme de l'Etat, le plan gouvernemental de lutte contre une éventuelle pandémie grippale, plusieurs thèmes qui sont développés dans cette nouvelle Lettre de l'Etat.

La cohésion sociale. La Commission pour la Promotion de l'Egalité des chances et de la Citoyenneté (COPEC) a été installée début décembre. Dans la Marne, cette instance s'est assignée comme objectifs de lutter contre les discriminations à l'accès au logement, à la formation et à l'éducation et de promouvoir la diversité dans le milieu professionnel.

Depuis le 1^{er} novembre, le plan Hiver a été activé pendant plus de 12 nuits pour venir en aide aux personnes les plus exposées au froid.

Enfin, l'année 2005 s'est achevée sur un bilan très satisfaisant des opérations Ville vie vacances, opérations organisées à destination des plus jeunes avec, fait nouveau cette année, une participation plus active des filles.

La lutte contre la délinquance continue de mobiliser tous les services de l'Etat. Si en 2005, la délinquance générale a été globalement contenue, l'efficacité des services de police et de gendarmerie dans la lutte contre la délinquance s'est accrue au travers de l'augmentation du taux d'élucidation des crimes et délits. Reste que les faits de violence aux personnes sont en augmentation. Pour prévenir ces faits, des actions d'accompagnement des victimes sont mises en place. La prévention de la délinquance des jeunes est une priorité départementale.

Avec la réforme budgétaire de la LOLF, l'Etat, depuis le 1^{er} janvier 2006, doit expliquer mieux ses objectifs et sa stratégie, rendre compte de son action qui est évaluée à partir d'indicateurs précis. La mise en place de la LOLF vise à une meilleure performance de la gestion publique et constitue un levier essentiel de la réforme de l'Etat. Impliquant le passage d'une culture de moyens à une culture de résultats, cette réforme essentielle doit permettre à l'administration d'améliorer et d'orienter l'action publique en fonction des besoins.

Les experts nous indiquent que nous pouvons être confrontés, en cas de mutation du virus de la grippe aviaire, à une pandémie grippale de même importance que les pandémies de type grippe espagnole qui avaient causé plus de 20 millions de morts en Europe au début du siècle dernier. Transparence et anticipation doivent guider l'action des autorités publiques. C'est l'objectif du plan gouvernemental de lutte contre la pandémie grippale que nous aurons à décliner localement.

Un Etat au service de tous et avec tous, décliné en quelques actions significatives, c'est ce que je vous propose de retrouver dans cette nouvelle Lettre de l'Etat dans la Marne dont la parution de ce numéro 3, en cette nouvelle année, me donne l'occasion de présenter à chacune et chacun d'entre vous des vœux pour une année de projets, de réalisations, de générosité, de solidarité et de sécurité.

Dominique Dubois

Dominique DUBOIS
Préfet de la Région Champagne-Ardenne,
Préfet de la Marne

sommaire

- La cohésion sociale P. 2-3
- La LOLF P. 4-5
- La plan de pandémie grippale P. 6-7
- La prévention de la délinquance P. 8

